

# Introduction

François Bart, Sylvain Racaud,  
Jean-Christian Tulet, Laurien Uwizeyimana

Cet ouvrage s'inscrit dans un contexte scientifique, pour les sciences humaines et sociales en général, et la géographie en particulier, en rapide évolution, comme le sont aussi beaucoup de sociétés et d'espaces ruraux à travers le monde. Depuis « la fin des paysans » annoncée en 1967 par Henri Mendras à l'issue de la grande phase d'exode rural amorcée quelques décennies plus tôt, les regards sur la ruralité, en France et ailleurs, ont nettement évolué à partir des années 1990. Bernard Kayser, géographe toulousain, publie alors *La Renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental* et trois ans plus tard étudie la *Naissance de nouvelles campagnes*. En 1991, *Le Retour des paysans: mythes et réalités* fut évoqué par Maxime Haubert avant qu'il ne pose, quelques années après, une question explicite toujours d'actualité: « Y a-t-il encore un avenir dans les pays du Sud pour les agriculteurs familiaux et paysans<sup>1</sup> ? » Ce changement de regard correspond partiellement à l'émergence de nouvelles dynamiques rurales dans une partie des campagnes, à l'échelle mondiale, comme le montre Jean Renard en 2002 dans son livre *La Mutation des campagnes, paysages et structures agraires dans le monde*, mais aussi dans les Suds, comme le soulignent Paul Pélissier dans *Campagnes africaines en devenir* puis l'ouvrage collectif dirigé par Jean-Marc Gastellu et Jean-Yves Marchal: *La Ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*<sup>2</sup>. Le mouvement se confirme dans les années 2000-2010, marquées par de nombreux écrits soulignant ces transformations et la diversité des trajectoires. On évoque alors non seulement à nouveau « le retour des paysans », comme le font, en 2006, Laurent Auclair<sup>3</sup> et son équipe de l'IRD, cette fois-ci « à l'heure du développement durable »,

---

1. Haubert, 1999, p. 9.

2. Gastellu et Marchal, 1997.

3. Auclair, Aspe et Baudot, 2006.

mais également des espaces ruraux en recomposition, en mutation, l'intégration croissante des relations des campagnes avec les villes, etc. Quelques publications récentes de géographes sont significatives. François Bart écrit en 2010 :

La géographie des campagnes tropicales est de moins en moins assimilable à la géographie des seuls systèmes et structures agraires et relève de plus en plus d'une approche d'une complexité multiscalaire où les logiques locales cohabitent avec les logiques globales. Plus que jamais, ces campagnes s'éloignent de l'immuable pour relever du changeant et, souvent, de l'imprévu<sup>4</sup>.

Dans un registre plus général, le n° 187 de la revue pluridisciplinaire *Études rurales*, en 2011, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, questionne *Le Sens du rural aujourd'hui* :

La ruralité se présente aussi à nous sous des formes nouvelles, de métissage, d'inter-identité, de parité, de cosmopolitisme, tous ces mots relevant d'une épistémologie à redéfinir.

La croissance de la ville et du fait urbain, longtemps mise en avant pour expliquer la perte d'intérêt pour le rural, ne réduit pas le champ de la ruralité mais l'augmente au contraire en investissant la nature de fonctions, de valeurs et de représentations nouvelles, qui créent et élargissent les formes géographiques et sociales du contact<sup>5</sup>.

La réflexion de Monique Poulot sur une géographie rurale indifférenciée pour le Nord et le Sud, datée de 2012, conclut par l'évocation d'une « "science rurale" fondée sur une approche complète (multidisciplinaire) des dimensions concrètes et idéelles des espaces ruraux toujours plus intégrés dans des systèmes territoriaux complexes et globaux ». La même année, Martine Guibert et Yves Jean consacrent tout un ouvrage aux *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, auquel participe Bernard Charlery de la Masselière.

Les travaux de Jean-Louis Chaléard sur l'Afrique tropicale et le Pérou approfondissent l'analyse des dynamiques rurales à l'aune de la forte croissance et de la dissémination du fait urbain : le vivrier est de plus en plus marchand, les mobilités permettent de multiplier les stratégies « un pied dehors un pied dedans<sup>6</sup> » ; tout cela oblige « à replacer dans le contexte d'une mondialisation toujours plus marquée<sup>7</sup> » les mutations des activités et des sociétés rurales. Et, plus récent encore (2016), le bel atlas intitulé *Une nouvelle ruralité émergente. Regards croisés sur les transformations rurales africaines* illustre bien ce qui se passe dans nombre de campagnes africaines contemporaines, quand il évoque :

Les efforts des familles rurales pour combiner leurs multiples activités, à cheval sur la ville et la campagne et parfois adossées aux ressources de la migration, et pour

---

4. Bart, 2010, p. 3.

5. Chouquer, 2011, p. 9.

6. Chaléard et Dubresson, 1989.

7. Chaléard et Charvet, 2004, p. 230.

faire vivre des territoires parfois enclavés. L'audience croissante des organisations paysannes rend plus visibles ces actions qui s'appuient souvent sur le dynamisme des marchés locaux, nationaux et transfrontaliers, associant producteurs, éleveurs, petits commerçants, entrepreneurs de transformation des produits agricoles et alimentaires... qui nourrissent les villes et génèrent la grande majorité des emplois actuels<sup>8</sup>.

Il montre en outre que l'importance des dynamiques rurales est à prendre en compte à l'échelle du monde. L'intégration des ruralités africaines à la mondialisation peut se lire à partir de plusieurs entrées.

## Intégration de ruralités africaines à la mondialisation

### *Des agricultures comme moteur*

Même si la population urbaine augmente plus vite que la population rurale, les campagnes africaines n'ont jamais été aussi peuplées qu'aujourd'hui. Selon la Banque mondiale, en 2017, la croissance annuelle de la population rurale en Afrique subsaharienne est de 1,8 % (valeur proche des 2 % par an de 1961) ; il y aurait 641 millions de ruraux africains (62 % de la population africaine), l'emploi agricole représenterait 57 % de l'emploi total (plus des deux tiers en Afrique de l'Est) et la principale source de revenus de 10 à 25 % de ménages urbains<sup>9</sup>. Ces chiffres sont certes fragiles mais ils donnent tout de même une idée de l'importance réelle, tangible et évidente de l'agriculture dans le quotidien d'un très grand nombre de ruraux et, dans une moindre mesure, d'urbains. Cette activité incontournable se diversifie et se combine de manière inédite avec d'autres activités dans un contexte d'urbanisation, même dans les campagnes, et de globalisation. Si les campagnes africaines sont des espaces qui émettent des flux vers la ville ou des marchés lointains, elles sont aussi des réceptacles de marchandises et d'imaginaires d'origines lointaines, des « ramifications rurales de routes transnationales »<sup>10</sup> et donc intégrées aux échanges mondiaux.

L'agriculture est un moteur ancien et essentiel d'intégration d'espaces ruraux à la mondialisation, mais les évolutions récentes produisent des combinaisons inédites de relations qui affirment des logiques de réseaux, des sauts d'échelles et des discontinuités spatio-temporelles. L'intégration peut être définie comme une dynamique qui établit des relations plus étroites entre les parties d'un tout ; elle y organise des interdépendances renouvelées par l'intensification des liens entre des éléments eux-mêmes reconstruits par cette dynamique<sup>11</sup>. L'essor des *clusters* agricoles ou les bouleversements de *territoires de références* liés notamment aux mobilités circulatoires<sup>12</sup>

8. Pesche, Losch, Imbernon, 2016, p. 13.

9. FAO/OCDE, 2016.

10. Racaud, 2015.

11. Racaud, 2013.

12. Charlery de la Masselière, 2014a.

– reconfigurations d’espaces de production, individualisation de trajectoires sociales – sont des exemples de l’intensification de relations. Ces dynamiques de « discordance des temps et l’interférence des espaces<sup>13</sup> » ne reposent pas systématiquement sur les continuités territoriales ou la construction sur le temps long; elles relèvent plutôt de logiques d’opportunités voire « de coups » avec toutes les incertitudes qu’elles comportent. Une question importante est celle de savoir à qui profitent ces évolutions ? Par exemple, pour qui les spécialisations territoriales sur la base d’avantages comparatifs ou bien l’élargissement du panel des opportunités d’accès à des ressources inédites, constituent-ils des leviers d’accumulation de capital et de relations de pouvoir dissymétriques ?

Les espaces ruraux dont l’économie s’appuie en grande partie sur l’agriculture sont emblématiques d’économies extraverties, puisqu’en grande partie ils continuent d’expédier des productions sans que localement de la valeur ajoutée « significative » soit produite. Cette économie de type minier ou de plantation ne permet pas qu’un processus d’accumulation soit réellement amorcé<sup>14</sup>. Structurellement, le marché s’appuie sur une faible rémunération des producteurs et, en Afrique subsaharienne, « le revenu par habitant n’a presque pas augmenté en cinq décennies [...], la perpétuation de l’extraversion est une modalité majeure de relation de l’Afrique au monde<sup>15</sup> ». L’extraversion de l’économie rurale implique un lien de subordination à un environnement extérieur, établissant ainsi une dépendance et une relation dissymétrique<sup>16</sup>. Par exemple, la fixation de cours mondiaux – qui plus est volatiles – dans les bourses de Londres ou de New York pour le café ou le cacao et leurs répercussions sur les prix payés aux producteurs sont emblématiques de cette dissymétrie. Le secteur agricole – exportation de matières agricoles peu ou pas transformées – est un pilier de la plupart des économies nationales. « Le marché *reterritorialise* les espaces de production, selon des logiques libérales<sup>17</sup> ». En effet, en fonction d’avantages comparatifs, des espaces de production sont mis en concurrence et leur intégration concurrentielle au marché est alors compromise si le « marché » trouve ailleurs des aménités économiques plus intéressantes.

La croissance démographique, les incertitudes climatiques, les enjeux économiques et environnementaux posent avec acuité les questions de sécurité alimentaire et de modèles agricoles à privilégier. L’engagement des États en matière de politiques agricoles est paradoxal : si ces questions, souvent chevillées à la lutte contre l’insécurité alimentaire et contre la pauvreté, se sont invitées lors des grandes conférences interna-

---

13. Charlery de la Masselière, 2014a.

14. Hugon, 2009.

15. Magrin, 2013, p. 21-22.

16. Rcaud, 2016b.

17. Charlery de la Masselière, 2014a, p. 120.

tionales (par exemple G8, G20, Davos), les engagements réels des États sont insuffisants et révélateurs du manque de volonté politique. Par exemple, moins de 20 % des pays signataires de la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire de 2003 ont respecté l'engagement à consacrer au moins 10 % de leur budget national à l'agriculture. Par ailleurs, les politiques menées visent plus des objectifs de sécurité alimentaire avec par exemple des constitutions de stocks (distordant les prix) ou des aides aux intrants ciblées, autrement dit des objectifs à court terme, que de véritables politiques de développement (long terme, non sectorielles, etc.).

Les voies du progrès présentées sont orientées vers l'augmentation des rendements par le progrès technique et par l'extension des surfaces cultivées (notamment par l'irrigation). Les controverses principales portent sur l'intensification (conventionnelle ou écologique), sur les investissements directs étrangers (IDE) par des acteurs séduits par un marché attractif et par des politiques nationales favorables (cf. Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire – NASAN, très controversée<sup>18</sup>) et sur la capacité de l'agriculture familiale à faire face aux défis environnementaux, économiques et alimentaires. À ce propos, longtemps présenté comme une figure archaïque incapable de mettre en œuvre le « développement », le paysan a été consacré par un rapport de la Banque mondiale de 2008 ; il est désormais désigné comme héros moderne voire figure d'un entrepreneuriat jouant un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et de la faim<sup>19</sup>. Le renversement de point de vue au sujet du paysan a conduit à l'essor du paradigme de l'entrepreneuriat agricole pour, en particulier, susciter des vocations de jeunes n'ayant pas nécessairement de capitaux importants. D'ailleurs, la Banque africaine de développement n'a-t-elle pas lancé le concept d'« agripreneur à zéro franc » en 2016<sup>20</sup> ? Le changement de paradigme sur l'agriculture depuis une dizaine d'années renvoie à une image positive et attractive du secteur agricole, à une modernité renouvelée et invite à construire dans un double mouvement : par le bas avec les entrepreneurs agricoles et par le haut avec des IDE en croissance. Le tournant vers l'agrobusiness – financiarisation de l'agriculture – selon des modalités variées, de l'amont à l'aval des filières, modifie le secteur agricole et, si 80 % des exploitations agricoles ont une superficie inférieure à deux hectares, on observerait l'émergence d'exploitations de taille moyenne dans un contexte d'augmentation de la demande en terres agricoles ; 10 à 30 % des terres agricoles seraient contrôlées par des ménages urbains (FAO, OCDE, 2016). Cette financiarisation transforme les agriculteurs familiaux en rentiers<sup>21</sup>, employés agricoles sur leurs propres terres, ces dernières pouvant glisser du statut de patrimoine à celui de bien marchand par des modalités inédites

18. Jamart, Jorand, Pascal, 2014.

19. Lallau, 2012.

20. « “Agripreneur à zéro franc”, le nouveau concept de la BAD pour l'entrepreneuriat », *La Tribune Afrique*, 21 décembre 2016, [afrique.latribune.fr/decideurs/entrepreneurs/2016-12-21/-agripreneur-a-zero-franc-le-nouveau-concept-de-la-bad-pour-l-entrepreneuriat.html](http://afrique.latribune.fr/decideurs/entrepreneurs/2016-12-21/-agripreneur-a-zero-franc-le-nouveau-concept-de-la-bad-pour-l-entrepreneuriat.html) (consulté le 15/03/2021).

21. Gabas, 2011.